

Déclaration liminaire au Conseil d'Etablissement du Lycée français Jean Monnet du 22/11/2021

Les sections HDF de la FSU (SNES, SNEP, SNUipp) ont décidé de lancer une semaine d'action dans le réseau AEFÉ du 22 au 26 novembre avec dépôt d'un préavis de grève pour l'ensemble de la période. Période charnière correspondant à la tenue du Conseil d'administration de l'AEFE (25 novembre) et du Comité technique (9 décembre), où des décisions cruciales pour l'avenir du réseau et de ses personnels seront prises, concernant notamment le budget et les postes. Il est donc important de peser dans le rapport de force en soutenant le mouvement.

L'AEFE connaît en effet des évolutions inquiétantes qui menacent son fonctionnement et les droits des personnels qui sont de plus en plus remis en cause. Autoritarisme, pressions sur l'exercice de nos métiers, primes statutaires non versées, indemnités en attente et crise du dialogue social, utilisation de la pandémie pour rogner sur les droits des personnels, menace sur le paritarisme, concurrence organisée avec des établissements privés, la liste est longue et non exhaustive. Cela se traduit concrètement à l'échelle locale avec la montée en puissance d'une école privée à proximité, des stages asynchrones en distanciel en-dehors du temps de travail, les deux heures de parité du primaire toujours en attente, etc. Là encore la liste est non exhaustive.

Les représentants de la FSU au lycée profitent de ce conseil d'établissement pour annoncer leur participation à cette semaine d'action, notamment par la grève du 26 novembre. Dans ce cadre, nous avons également demandé un rendez-vous le jour de cette grève avec M. le Conseiller culturel pour transmettre nos inquiétudes, notre mécontentement et nos revendications auprès de nos autorités et nous attendons sa réponse.

Les représentants de la FSU élus au Conseil d'Etablissement,

Claude Botella et Laurent Dégrugilliers pour le SNES et le SNEP

Bénédicte Nouzille pour le SNUipp